



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Ukraine

Question au Gouvernement n° 1952

Texte de la question

DIALOGUE RUSSO-UKRAINIEN

M. le président. La parole est à Mme Nicole Ameline, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Nicole Ameline. Ma question s'adresse à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international. Vendredi dernier, le 6 juin, à Ouistreham, le monde entier s'est souvenu des immenses sacrifices consentis par les armées alliées pour sauver l'Europe de la tyrannie. Cet événement, salué par tous, a été l'occasion de rendre un ultime hommage à nos vétérans et de faire de cet hommage un succès pour la France. Je voudrais saluer toutes celles et tous ceux qui y ont concouru, singulièrement les élus normands et la population.

M. Philippe Gosselin. Très bien !

Mme Nicole Ameline. Cette commémoration, avec en son cœur les grands principes de paix et de réconciliation, et qui s'est déroulée en présence de dix-neuf chefs d'État, dont le président Poutine, fut l'occasion de redonner toutes ses chances à la diplomatie, dans un contexte européen déstabilisé par l'annexion de la Crimée. C'est bien, en effet, à la diplomatie qu'il revient de régler cette crise. Nous souhaitons tous que la France prenne une part plus grande encore dans ce dossier, avec l'Allemagne, qui est en première ligne depuis des mois.

Monsieur le ministre, la réouverture du dialogue, si positive soit-elle, ne suffit pas. Il faut, comme vous l'avez évoqué tout à l'heure, lui donner un contenu réel et concret. Puis-je vous demander quelles sont les prochaines initiatives que la France compte prendre, en lien avec l'Allemagne ? Je voudrais également vous demander ce que l'Europe peut faire aujourd'hui pour ne pas s'affaiblir dans cette partie du continent européen, c'est-à-dire sur ses frontières, afin de consolider la souveraineté politique et économique de l'Ukraine. Pouvez-vous nous préciser quel sera le calendrier dans ce domaine ? Pouvons-nous imaginer un déplacement officiel du Président de la République française en Ukraine pour consolider l'espoir de paix, qui a été si héroïquement incarné le 6 juin 1944 par nos vétérans ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur certains bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international. Madame la députée, je vous remercie d'avoir salué l'action de notre diplomatie. Vous vous rappelez sans doute que, avec mes collègues allemand et polonais, nous étions à Kiev au moment où il a fallu arrêter la guerre civile dans la capitale. De la même façon, vous avez eu la gentillesse de dire – le fait est d'ailleurs connu de tous – que la France a été le principal artisan de la rencontre entre le président Porochenko et le président Poutine, qui a

permis d'entamer ce que nous espérons être la désescalade. J'ai eu l'occasion d'aborder cette question samedi dernier, à Kiev, où j'ai discuté avec le président Porochenko et le Premier ministre Iatseniouk. Quant aux Russes, nous sommes bien sûr en contact avec eux.

Les démarches entreprises comprennent plusieurs aspects. Premièrement, la recherche d'un cessez-le-feu. Un dialogue existe actuellement entre l'ambassadeur russe à Kiev, l'ambassadeur ukrainien en Allemagne et un représentant de l'OSCE. Nous espérons, même si c'est très difficile, que le cessez-le-feu interviendra dès cette semaine.

Deuxièmement, pour répondre à votre question sur le rôle de l'Europe, un autre dialogue est engagé, sur la question du gaz, entre les Ukrainiens, les Russes et le commissaire européen à l'énergie, M. Oettinger.

Troisièmement, une série de contacts directs existe entre la partie ukrainienne et la partie russe. Nous essayons, en agissant des deux côtés, de faire en sorte que les choses aillent dans le bon sens. Il s'agit de voir ce qui peut être fait en matière de décentralisation, mais aussi d'ouvrir des perspectives en matière électorale, puisqu'il va falloir qu'il y ait des élections.

Voilà où nous en sommes. Nous travaillons toujours avec le même esprit, c'est-à-dire en favorisant le dialogue tout en restant fermes, au service de la paix. Nous œuvrons avec l'Europe, lorsque celle-ci peut nous accompagner. Je crois que la France n'a pas à rougir de ce qui a été fait au service de la paix depuis le début de cette crise. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [Mme Nicole Ameline](#)

Circonscription : Calvados (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1952

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [11 juin 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [11 juin 2014](#)